

## *Rentrée 2024*

### **Un calme bienvenu après la tempête, mais attention à l'immobilisme !**

Le 16 juillet, après une séquence électorale aussi mouvementée qu'inattendue, la démission du gouvernement Attal a été acceptée par le Président de la République. Depuis, ce même gouvernement est chargé d'assurer la gestion des affaires courantes. Une situation peu banale, du fait de sa durée, qui est très loin d'être idéale pour le pays mais qui a eu un avantage dans l'Education nationale : **la période estivale n'a pas été ponctuée, et c'est une première depuis au moins un septennat, par de tonitruantes annonces destinées davantage à occuper le vide médiatique du moment qu'à redresser véritablement l'Ecole !**

Pas de circulaire sur les tenues vestimentaires, que ce soit pour en interdire le port ou pour en faire la promotion. Pas de lancement de dispositif présenté aux parents d'élèves comme étant LA solution pour que leur progéniture ait en toutes circonstances un professeur, ou à défaut un adulte, en face d'eux. Pas de modifications réglementaires prises à la va-vite pour soi-disant faciliter la lutte contre le harcèlement à l'école. Pas même une petite polémique sur la longueur des vacances estivales aboutissant de fait à présenter les personnels de l'Education nationale comme des feignasses bénéficiant de privilèges indus.

**Tout juste y a-t-il eu pendant ces deux mois la mise en place de quelques mesures catégorielles.** Parmi celles-ci, les plus notables ont été le changement du statut des agrégés, afin que la gestion de leur carrière se fasse de façon déconcentrée comme l'est celle des autres enseignants depuis 1999, et la prise en charge financière par l'Etat du travail effectué par les AESH volontaires pendant la pause méridienne. Il y a eu aussi pour les personnels de direction une amélioration bienvenue de leur grille indiciaire et des avancées indemnitaires, avec notamment l'abandon de l'IF2R au profit de l'adhésion au RIFSEEP.

Et puis, comme si de rien n'était, comme si le contexte politique que nous vivons n'était pas inédit, la ministre démissionnaire de l'Education nationale **Nicole Belloubet a tenu le 27 août la traditionnelle conférence de presse de la rentrée.** A cette occasion, elle a assuré que la rentrée « conduite sous son autorité » est prête et elle a annoncé, entre autres, le gel du décret rendant obligatoire l'obtention du brevet des collèges pour accéder au lycée, l'expérimentation de la tenue unique dans 90 établissements et la suspension de la réforme de la formation des enseignants. Des propos qui bien sûr n'engagent qu'elle et aucun cas le futur gouvernement...

**Pour dire les choses comme nous les ressentons, ces deux mois de calme,** après un septennat de réformes effrénées qui ont malmené l'Education nationale et la succession en deux années seulement de quatre ministres qui ont tous voulu laisser une trace de leur passage, **ont été bienvenus.** Ils ont permis de sortir d'un état d'agitation permanent et de renouer avec une sérénité qui convient mieux à l'Ecole et à ses impératifs. **Mais cette tranquillité retrouvée ne doit pas se transformer en immobilisme.** L'Education nationale a besoin, pour le bien de ses personnels et pour améliorer son efficacité, de mesures fortes.

Parmi elles, Action & Démocratie CFE-CGC met en premier une véritable **revalorisation de tous les agents grâce à une refonte des grilles indiciaires.** Nous ne voulons pas de primes individuelles. Nous voulons le retour à des carrières qui permettent à chacun de pouvoir vivre dignement de son travail. Nous demandons également que tous les personnels bénéficient du **respect** qui leur est dû, de l'octroi systématique de la **protection**

**fonctionnelle** en cas d'agression et d'un accès à une véritable **médecine de prévention**. Nous voulons aussi la création d'un **statut pour les AESH** et la **remise à plat des modalités de l'école inclusive**.

Ces mesures sont pour nous indispensables et prioritaires. Elles ne sont pas exclusives d'autres mesures catégorielles au profit des PE, des certifiés, des PLP, des agrégés, des PEPS, des CPE, des AED, des contractuels, des administratifs et de tous les autres personnels de l'Education nationale.

**Pour qu'elles deviennent réalité, il faudra être fort. Alors n'hésitez pas à choisir un syndicat qui défend vraiment l'école et ceux qui la font vivre. Rejoignez Action & Démocratie CFE-CGC !**

Nous sommes fiers de notre indépendance syndicale et nous sommes autonomes en termes de syndicalisation et de fonctionnement.

### **RAPPEL POUR LA SYNDICALISATION :**

Renouvellement ou nouvelle adhésion : tarif de la syndicalisation  
(**Déduire 10%** des montants indiqués sur le bulletin d'adhésion)

[Cliquez ici pour vous syndiquer à Action et Démocratie CFE CGC](#)

Bulletin à télécharger, imprimer et retourner à l'adresse suivante :

**Action et Démocratie CFE CGC Services adhésions**

**9 rue de Charente**

**68 270 WITTENHEIM**

**Rappel : Toute somme versée à notre organisation avant le 31 décembre 2024, sera déductible des impôts sur la base de 66% du montant de la cotisation.**

**Merci à tous les collègues déjà à jour de leur cotisation 2024/2025 !**

**A plusieurs nous sommes plus forts.**

Nous restons à votre écoute et à votre disposition pour tout problème.

Bien amicalement, le Secrétariat Académique

**Bonne année scolaire 2024/2025**

Consultez notre site national : <http://www.actionetdemocratie.com>

Contact : [AetD.amiens@gmail.com](mailto:AetD.amiens@gmail.com)

Site académique : <https://www.actionetdemocratie-amiens.fr>